

Langages totalitaires, la crise, la guerre

Beaucoup ont mis l'accent sur le
caractère étrangement informe
(shapelessness) du gouvernement
totalitaire.
Hannah Arendt

En guise de prologue, je soulignerai une évidence préliminaire : la question du 'langage totalitaire' s'ouvre sur l'urgence de s'interroger sur le mot « totalitaire » lui-même – sur son point d'apparition notamment. Il rejoint alors bien des champs de langages décisifs.

Celui qui en a noté les empreintes au jour le jour, sur son terrain du quotidien, ce fut Victor Klemperer.

Le 12 décembre 1941 il écrit dans son Journal, qu'il intitulera plus tard « Mes soldats de papier », la note suivante :

« LTI poussée jusqu'à l'absurde... »

Nous savons que la « LTI », *Lingua Tertii Imperii*, Langue du Troisième Reich, c'est cette notation générale sous laquelle il la recueille, – c'est la langue nazie elle-même, là où elle est poussée jusqu'à l'absurde de la fureur et de la cruauté dans la bêtise.

Le 12 décembre de l'an 41, l'année la plus grave et la plus décisive du déchaînement cruel, il s'agit du discours d'Hitler prononcé la veille : « Hier, 11 décembre 1941, l'Allemagne déclare la guerre aux Etats Unis. Nous ne l'avons appris précisément que tôt ce matin (dans la cave à charbon...) »

Écoutons cette « LTI poussée jusqu'à l'absurde ». Voici en quels termes le Führer annonce sa propre déclaration de guerre aux Etats Unis, entraînée par l'offensive japonaise sur Pearl Harbour qui s'est déchaînée le 6 décembre 41 : « C'est le Juif dans toute la bassesse satanique de son être qui s'est rallié autour de cet homme » – Roosevelt : l'homme qui précisément va vaincre le Reich hitlérien et en libérer l'Europe.

La notation de la *Lingua Tertii Imperii* aura le dernier mot, sur cet 'Empire' qui aura provoqué successivement les deux superpuissances du siècle. Dont les blindés vont se rencontrer à Berlin, aux moments mêmes où le promoteur de ce Reich est incinéré dans les caves de la Chancellerie à Berlin – dans ce même Palais où le hasard a fait que fut créé, en 1808, le spectacle initial du *Faust* de Goethe.

Est-ce cela, le langage totalitaire ? Sans doute est-ce son paroxysme, qui va conduire le personnage infâme à son propre écrasement. Mais qui au passage de l'Histoire écrase plus de cinquante millions de victimes, en comptant les retentissements symétriques en Extrême Orient.

Mais pour *entendre* exactement ce langage et son effet, il faut remonter à ses sources nombreuses – et précisément à celle qui au départ a contribué à lui conférer le pouvoir de *produire* le meurtre de masse à une échelle inconnue jusque là, dans l'Histoire.

Ces 'sources' de son pouvoir remontent précisément à l'apparition de ce mot 'totalitaire' lui-même. Mais il faut préciser que cette apparition s'est produite *quatre* fois, de façon distincte.

- Le terme surgit d'abord, aspect très oublié, dans la langue italienne, sous le nom précis de '*Stato totalitario*' : l'adjectif surgissant dans une improvisation du *Duce* dès octobre 1925 ; intégrés dans la *Dottrina del fascismo* en 1930 par l'idéologue néo-hegelien Gentile.

- Il resurgit dans la langue allemande dans les termes modifiés du *'totale Staat'*, définis par le juriste Carl Schmitt ; et consacrés par un discours du *Führer* en octobre 1933.

- Il fait une apparition durable en langue espagnole dans l'Etat franquiste par les statuts, les « Points », *los Puntos* de la Phalange, signés par son fondateur, José Antonio Primo de Rivera, en 1934 ; et de là, en référence au « Nouvel Etat totalitaire », dans le « Discours d'unification » de la Phalange et des 'carlistes', en 1937, où il est fait référence aux « autres pays totalitaires » ; puis dans un discours du 'Caudillo' et dans le texte fondateur de la 'Charte du Travail', le *Fuero del Trabajo*, en 1938.

- Il apparaît, comme un marqueur politique de langue française, en juillet 1940, dans un discours de Pierre Laval en vue d'instituer le 'Chef de l'Etat' qui sera substitué au président de la République et au président du Conseil de la IIIe République.

Car un fait, une donne se trouve souvent oublié : le terme surgit pour la première fois en langue italienne. Ce mot politique survient à une date très précise : le 10 juin 1925.

C'est la date anniversaire de l'assassinat du leader socialiste-démocratique Matteotti par un ou plusieurs membres des 'squadri', des 'escouades' du parti fasciste au pouvoir, le 10 juin de l'an 1924. La position de Mussolini est d'abord de se réfugier dans la légalité : les auteurs du crime seront recherchés... Mais les 'consuls' de cette Milice fasciste organisent une seconde 'marche' sur Rome, pour faire savoir à leur *Duce* qu'ils n'accepteront pas d'être désavoués par lui, s'il laisse se déployer contre eux une enquête criminelle. Dès lors le 3 janvier 25, le pouvoir mussolinien déclare : « Si le fascisme a été une association de malfaiteurs, moi je suis le chef de cette association de malfaiteurs... » – Dans les trois jours suivants le ministère de l'Intérieur annonce la saisie des journaux de l'opposition, cent onze arrestations, six cent cinquante perquisitions à domicile. Déjà la *mise à sac* des appartements, chez les personnalités-clés de l'opposition, est une pratique de la montée au pouvoir fasciste. Elle sera reprise en 1936, à la veille du coup d'Etat militaire franquiste, en Espagne...

Mais le 10 juin 1925 est prononcé par lui le discours décisif, dans le théâtre de l'Augusteo construit par-dessus la tombe de l'empereur Auguste – et qui sera ensuite mis à nu dans l'état qui est celui d'aujourd'hui. Ce *Discorso all'Augusteo*, comme il sera nommé plus tard dans la légende et l'histoire, est l'acte de naissance du langage totalitaire. Et, bientôt, de « l'Etat totalitaire ».

Il culmine dans une phrase singulière : « Ce que l'on a appelé notre féroce volonté totalitaire sera poursuivi avec encore plus de férocité... » – « *Quella metà che vide definitiva la nostra feroce volontà totalitaria sarà perseguita con ancora maggiore ferocia...* » » Littéralement : « Ce but que [considère comme] définitif notre féroce volonté totalitaire sera poursuivi avec encore plus de férocité... » D'autres versions suivront : « Ce but que [considère comme] défini (*definita*) notre féroce volonté totalitaire... »

Il est ironique de constater que la traduction française des « Œuvres complètes » du Duce va tenter d'adoucir la « férocité » mussolinienne en la transformant en « farouche volonté ».

Mais où est l'Etat dans tout cela ? Il survient aussitôt dans le commentaire qu'ajoute le journal fondé par Mussolini quand il quitte *Avanti !*, le journal du parti socialiste, pour fonder le *Popolo d'Italia*, journal du *partito fascista*. Celui-ci introduit l'Etat dans son commentaire du 'Discours' dès le lendemain : « Le discours à l'Augusteo a été le discours de l'intransigeance. Le fascisme ne transige pas et ne fait pas de halte... il reprend la marche de la révolution, décidé à la conquête pleine, totalitaire, inexorable de tous les pouvoirs de l'Etat » – *alla conquista piena, totalitaria de tutti le potere dello Stato...*¹ Voici donc rapprochés les deux termes. Ils vont bientôt se rapprocher en forme de concept politique.

En 1930, dans l'article de l'*Enciclopedia fascista* dirigé par le philosophe néo-hegelien Giovanni Gentile, va survenir « *lo Stato totalitario* »... « Tout est dans l'Etat, rien n'est hors de l'Etat... » « En ce sens le fascisme est totalitaire, – et l'Etat fasciste, synthèse et unité de toute valeur, développe et accroît toute la vie du peuple. » Telle est la définition officielle que donne et amplifie la *Dottrina del Fascismo*, qui va

¹ *Œuvres et discours*, éditions Flammarion 1930, tome VI, p. 102.

engendrer d'autres mots de même mouture : la *totalitarieta* du pouvoir d'Etat, son effet *totalitaristico*... La 'Dottrina' est signée par Mussolini, mais écrite par le néo-hégélien Gentile, l'auteur du *Manifesto degli intellettuali fascisti*, répliquant au « Manifeste des intellectuels antifascistes » de son ancien maître Benedetto Croce. L'opposition de Croce et de Gentile déploie sur la scène politique des années 1920 celle qui se jouera plus secrètement en Allemagne, dans la décennie suivante, entre Husserl et Heidegger. D'un côté Husserl, l'auteur de la *Krisis – La Crise de l'humanité européenne et la philosophie*, prononcée à Vienne le 10 mai 1935 et publiée à Belgrade. Face à celui de la « Profession de foi en Adolf Hitler et l'Etat nationalsocialiste », la *Bekanntnis zu Adolf Hitler und dem nationalsozialistischen Staat* du 11 novembre 1933. Le débat s'achève en Italie avec l'assassinat de Gentile par un partisan italien, durant la guerre mondiale.

Avec Gentile, aujourd'hui oublié, le langage totalitaire surgit, se déploie et reçoit sa consécration 'philosophique'. Celui de la *Profession de foi en Adolf Hitler et l'Etat nationalsocialiste* a curieusement passé inaperçu, bien que celle-ci soit accompagnée de bien d'autres manifestations. Ainsi de celle-ci le 21 février 1934 : « Toute science est politique, politique en ce sens, que le savoir en toute question, en toute réponse se fonde sur le peuple... Cela au sens qui se fonde sur la parole du Führer : « La *Führung* pour le peuple, le peuple pour la *Führung*. » Cette affirmation de la *toute science* est le cri même du langage totalitaire.

*

L'invasion de ce langage dans la langue allemande s'annonce durant les derniers jours de la république de Weimar en proie à la crise économique mondiale de 1929. Et ce langage en effet est un *langage de crise*. Il gonfle un minuscule parti politique représenté au Reichstag par douze députés. Dès 1930 son nombre de sièges qui le représente a presque décuplé. En fin 1932 il s'empare des représentants de la grande industrie et du monde financier. Et pourtant, aux mêmes moments, ses SA au brassard rouge marquée d'une croix gammée soutiennent la grève des tramways berlinois, lancée par le Front Rouge dont les membres portent également un brassard rouge, privé de l'ornement 'gammé', la *Hakenkreuz*, la 'croix crochet, censée représenter la pureté de la prétendue 'race aryenne', évoquée par les fantasmes de Gobineau dans les années 1850.

Dans les même temps, Hitler lui-même fait savoir aux représentants de la grande industrie qu'il a de la peine à 'tenir ses troupes' et qu'il leur faut prendre une prompte décision.

L'événement crucial, aux mêmes moments, sous une forme plus discrète que dans l'événement italien, mais plus dangereusement efficace, ce sera la conférence du juriste Carl Schmitt devant l'assemblée de l'Association « Pour la Défense des intérêts communs de Rhénanie et Westphalie », dite 'l'Association au long nom', la *Langname Verein*...

L'assemblée est présidée par un certain Fritz Spingorum, qui était en 1920 le mécène le plus actif de l'*Antibolschewistische Liga* : celle-ci avait recueilli beaucoup de fonds financiers, mais pour un résultat électoral nul.

Mais précisément la conférence du 23 novembre 1932 s'intitule « Economie saine dans un Etat total », *Gesunde Wirtschaft im starken Staat*. Elle culmine dans la proposition suivante : en vue d'une économie saine, cet « Etat fort » sera « total au sens de la qualité et de l'énergie », – « à la façon dont l'Etat italien se nomme lui-même un *Stato totalitario*. »

Ainsi la référence à la formule italienne désignant l'Etat du parti unique, culminant dans le pouvoir d'un seul homme à la tête de ce parti, indique sans le nommer celui à qui doit être remis ce pouvoir : le Mussolini allemand se nomme Hitler. La formule nouvelle sera « l'Etat total », le *totale Staat*, désormais l'équivalent allemand du *Stato totalitario*.

La conférence de Carl Schmitt devant la *Langname Verein* a pour effet rapide le passage du nom de Fritz Springorum et, avec lui, de trente cinq des plus hauts dignitaires de la grande industrie et de la finance allemande dans la liste des signataires de la Requête ou Supplique adressée au président du Reich, Hindenburg, afin qu'il fasse appel au « chef du grand mouvement », – et ce sera chose faite et signée par décret le 30 janvier 1933. Schmitt le soulignera en février de l'an 33 dans

la republication de la conférence de novembre 32 : « Maintenant l'on a compris soudain la formule agissante et éclairante de l'Etat total. »

La conférence de novembre 32 ajoutait : « par quoi l'on veut entendre que les nouveaux moyens de puissance appartiennent exclusivement à l'Etat et à l'accroissement de sa puissance. » Telle est la formule des *Mitteilungen des Langname Verein*, ces « Communications de l'Association au Long Nom » qui malgré leur désignation grotesque vont avoir un impact si fort sur les grands chefs de la grande industrie : à partir de cette date, Krupp lui-même entre en scène et signe l'*Eingabe*, la requête adressée à Hindenburg, avec les trente cinq à sa suite.

En février 33, dans l'*Europäische Revue* de Karl Anton Prinz Rohan reparait la conférence de Schmitt, sous une forme augmentée. Dans cette *Revue Européenne* du Prince Rohan, descendant des ducs de Bretagne et, latéralement, des cardinaux de Strasbourg, et davantage encore, de Wallenstein, héros de la Guerre de Trente ans, l'esprit 'européen' qui régnait là jusqu'alors est submergé par le raz-de-marée de l'Etat total. Il s'y ajoute des propositions supplémentaires : « Derrière la formule de l'Etat total se cache la connaissance juste du fait que l'Etat d'aujourd'hui possède de nouveaux moyens de puissance et des possibilités d'une monstrueuse intensité. » Intensité « dont nous ne soupçonnons qu'à peine la portée et les conséquences dans l'action, parce que notre vocabulaire et notre imagination plongent encore profondément dans le XIXe siècle. » Ainsi les 'moyens de puissance' ne suffisent pas à eux seuls : « En rapport avec l'Etat total seule peut servir une Révolution également totale. » Là « notre vocabulaire et notre imagination » vont fusionner avec ce qui va naître comme langage de la prétendue « Révolution totale ». Celle-ci va être une donne du langage de Goebbels, devenu le ministre du langage – du langage totalitaire à son paroxysme.

Révolution totale ? Celle-ci pourtant descend en droite ligne du 'Putsch de Kapp' de mars 1920, quand les corps-francs aux casques peints de croix gammées surgissent du *Baltikum*, de la Baltique. Là où ils avaient tenté en 1919 sur les décombres de l'empire russe de conserver une 'Baltique allemande', celle des chevaliers Teutoniques et Porteglaive. Eux qui pour trois jours s'emparent de Berlin, d'où ils seront chassés par la grève générale triomphante. Ce Putsch s'annonce pourtant comme la *Gegenrevolution*, la « Contre-révolution » affirmée et victorieuse. Mais après sa déconfiture finale, dès la semaine suivante, l'hebdomadaire de Moeller van den Bruck, *Gewissen* – 'Conscience' – va en gros titres annoncer en première page : « Nous devons gagner la Révolution ».

Un certain Adolf Hitler est accouru, trop tard, pour prendre conseil auprès de Moeller, et il se met à son service comme « le Tambour » de ladite révolution. La mutation des langages, d'une extrême-droite conservatrice casquée de croix gammées en annonceurs d'une 'révolution', va s'opérer soudain. Moeller laisse, avant de se tuer en 1925, un livre intitulé « Le Troisième Reich » – où il dénonce une France « négrifiée », *vernegert*, notation que les traducteurs français prendront soin de censurer, et que les futurs préfaciers exaltés venus de « l'Action française » auront sans doute ignorée.

La transformation narrative travaille ces 'vocabulaires' et les charge de contenus contradictoires. Ainsi a surgi la « révolution conservatrice », prônée par le 'conservateur révolutionnaire' Moeller van den Bruck. Son ex-tambour s'annoncera en 1936 auprès des 'Hitler Jugend' comme « le révolutionnaire le plus conservateur du monde », *der konservativste Revolutionär der Welt*. A celui-là le pouvoir total a donc été donné, entre autres détonateurs, mais de façon centrale, par une conférence sur le *totale Staat*, ce supplément doctrinal du *Stato totalitario*.

Telle est la « Révolution totale » que Schmitt annonce en février 33, après avoir contribué plus que tout autre à la convoquer, en la dotant de 'l'Etat total' et de la « monstrueuse intensité » de ses moyens.

La 'formule' de l'Etat total a pour lui changé de sens depuis l'année 1931 où elle signifiait un gouvernement qui s'appuierait davantage sur le pouvoir d'arbitrage du président du Reich par la possibilité que la constitution de Weimar lui confère de légiférer par ordonnances. Mais dès la conférence du 23 novembre elle désigne déjà autre chose : la solution mussolinienne du *Stato totalitario*. Or dans les mêmes jours, le duo de von Papen chancelier et von Schleicher ministre de l'Armée va implorer. Le second chasse le premier et prend sa place, tout en lui laissant le privilège humiliant, mais redoutable, d'habiter encore, comme 'vice-chancelier', la chancellerie du Reich – le lieu où fut joué le *Faust* de Goethe, à la veille du congrès d'Erfurt tenu par

Napoléon avec le tzar... En ce lieu, un moment hors pouvoir, Papen destitué et oisif va découvrir son nouveau pouvoir : celui de converser avec son tout proche voisin, Hindenburg, le président du Reich, lui qui possède le pouvoir de nommer chancelier du Reich celui qui aux dernières élections présidentielles avait été son adversaire : Adolf Hitler.

Aux mêmes moments la conférence de Carl Schmitt sur le *totale Staat* a donc pour effet d'accroître le nombre de signataires provenant de la grande industrie. Jusque là, seuls Thyssen et Vögler ont pris position expressément pour le parti hitlérien. Maintenant le président de la *Langname Verein*, Springorum, prend donc lui-même parti, parmi les trente cinq signataires de la *supplique* décisive adressée à Hindenburg. La « formule agissante » du *totale Staat* a produit son effet.

*

Ainsi le rapport entre l'action réelle et l'effet de langage va se renverser.

Les termes de la *volontà totalitaria* et du *Stato totalitario* venaient 'accomplir' dans le langage ce qui s'était d'abord déroulé dans l'action de la risible, mais effective, « Marche sur Rome » des *squadri* fascistes, en 1922. A la suite de laquelle le roi d'Italie effrayé nommait président du Conseil le promoteur de la « Marche », Mussolini.

A l'inverse, à Berlin, en amont de l'action réelle, c'est la « formule agissante » du *totale Staat* qui va *mettre en acte* un nouveau réel du pouvoir, en le chargeant d'avance des marques de la violence la plus réelle – par la seule référence au *Stato totalitario* précisément et, par récurrence, à la *feroce volontà totalitaria*. Qui pourtant semblera plus tard illusoire, en comparaison de ce qui se prépare dans la « formule agissante » du *totale Staat*. Par quoi le droit à la « férocité » du *Duce* se trouve accordé au nouveau chancelier du Reich. Qui pourra dès l'année suivante se transformer en *Führer des Reiches* : ce 'Chef d'Empire' qui va gouverner l'Allemagne et bientôt l'Europe presque entière durant douze ans sur un mode atrocement 'total'. Emetteur à chaque instant de la LTI, la *Langue du Troisième Empire* dont Klemperer se fait le bienveillant greffier et commentateur ironique.

Le rapport du réel au récit, de l'événement et de sa formule est donc curieusement inverse dans la relation entre le *Stato totalitario* du fascisme italien et le *totale Staat* dont Hitler va reprendre la formule à Carl Schmitt, – mais une fois seulement, comme pour s'acquitter d'une dette, au Congrès des Juristes tenu à Leipzig, le 3 octobre 1933, en présence de Schmitt lui-même.

Or cette formulation du *totale Staat* est l'enfant d'une bibliographie, elle survient chez Carl Schmitt dans *Der Hüter der Verfassung* en 1931, « Le Gardien de la Constitution », qui proposait ce qu'allait être en décembre 1932 le bref gouvernement de von Schleicher : un « *präsidialkabinett* », un 'cabinet présidial' gouvernant par ordonnances en vertu du pouvoir conféré au président du Reich par l'article 48 de la constitution. Elle revient dans *Legalität und Legitimität*, qui va distinguer la « totalité par faiblesse », là où la crise économique conduit l'Etat à étatiser les grandes entreprises en faillite, et la « Totalité par force », cette *Totalität aus Stärke* dont il s'agira de fonder la 'légitimité' au cours de la séance de l'Union au Long Nom.

Ainsi l'on va du réel au récit, pour le *Stato totalitario*. Mais on ira du récit idéologique au réel politique le plus dur, le plus lourd, pour le *totale Staat*. Cette double circulation inversée entre réalités et langages nous introduit dans les connexions et les réseaux qui relient le réel et le symbolique dans les mouvements de l'Histoire.

Mais ces réseaux sont en contradiction avec eux-mêmes. Le *Stato totalitario* surgit de l'improvisation oratoire à partir d'un meurtre bien réel, pour devenir la « Doctrine » officielle de l'Etat fasciste italien. Le *totale Staat* est élaboré comme la doctrine d'un juriste de l'Université de Berlin, pour n'être accueilli qu'une seule fois dans le discours effectif du régime qu'il va fonder, par le *Wortschatz*, le 'trésor de langage' de son Führer, et très paradoxalement dans un Congrès ouvert et présidé par le Maire de Leipzig, Goerdeler – celui qui sera le chef clandestin du complot antihitlérien du 20 juillet 1944, et qui aurait pris la place de Hitler comme 'chancelier', si la bombe avait explosé du bon côté. La formule du *totale Staat* y tient en deux lignes : « L'Etat total ne tolérera aucune distinction entre Droit et morale. » *Der totale Staat wird keine Unterschied dulden zwischen Recht und Morale.*

Cette formulation hitlérienne est citée au moins une fois par Hannah Arendt dans son grand livre initiateur, *The Origins of totalitarianism*. Mais curieusement il semble qu'elle n'ait pas perçu que la formule est empruntée à Carl Schmitt, qu'elle présentera davantage comme un simple commentateur des événements et non comme la source même de leur dangereuse et sanglante 'légitimité'. Et que son énoncé lui-même est relié à la formule italienne du *Stato totalitario*. Ainsi pourra-t-elle affirmer, comme bien d'autres, que le fascisme italien n'était pas totalitaire, mais simplement 'autoritaire'. Sans doute la différence dans le mode d'emploi de la cruauté fut immense. Mais ce qui importe, c'est de percevoir le *procès* qui va mettre celle-ci au pouvoir à des degrés différents, mais dans un processus commun de 'légitimation' insensée.

Dans *Mein Kampf* rien n'est dit de cette 'morale', il n'était question que du *völkische Staat*, « l'Etat raciste », comme le traduiront les traducteurs autorisés du livre : celui qui assure « la conservation des éléments raciaux originaires », *die Erhaltung der ursprünglichen rassistischen Urelementen...* Ce que produit cette prétendue 'conservation de l'originaire' dans le déroulement de la vie quotidienne, le Journal de Klemperer va en donner minutieusement, du côté des victimes, le détail lourd, stupide et toujours plus stupidement cruel.

En 1939 un juriste officiel du 'Droit' fasciste, Carlo Costamagna, affirmera dans la revue *Lo Stato* : « C'est le mérite du fascisme d'avoir le premier évoqué et assumé la position éthico-organique des sciences morales et d'avoir défini pour la première fois le concept totalitaire de l'Etat-peuple... » « L'ordre juridique de l'Etat totalitaire pose comme fins l'intégrité morale et matérielle du peuple lui-même. » On sait de quelle façon concrète cette phraséologie se traduisait dans la pratique de la police fasciste par l'ingestion forcée de l'huile de ricin.

Les définitions décoratives dans la phase initiale, celle de l'Etat à l'huile de ricin, se verront débordées par une jonction ultérieure dans un « ordre juridique » où « les peuples italien et allemand opposent aux idéologies universalistes et cosmopolites de l'hébraïsme international (...) les principes catégoriques qui résultent des lois de Nüremberg du 15 septembre 1935 et les résolutions du Grand Conseil du fascisme du 6 octobre 1938, an XVI... » Ainsi la singularité la plus infâme du Reich nazi a fini par s'inscrire dans la législation de l'allié italien, lié par le « Pacte d'acier ». A partir de 1943, après le sauvetage de Mussolini par les soins de la SS, ce qui va surgir dans la « République de Salo » portera devant l'Histoire le nom du *nazifascismo*.

Curieusement la cruauté sans limite de la version nazie va effacer la priorité de la version fasciste. Dès lors les meilleurs experts se rencontrent – Hannah Arendt, Raymond Aron, Umberto Eco – pour assurer que le fascisme « n'est pas totalitaire », mais « autoritaire ». – Or paradoxalement, la revue officielle de la SS, le « Corps Noir, le *Schwarze Corps*, avait refusé jusqu'au concept de « l'Etat total » à la Carl Schmitt, jugé trop 'libéral'. Pour proposer – sans parvenir à les imposer – les termes plus pesants encore de « Totalité völkische », *völkische Ganzheit*. Sera proposé aussi celui du *Vollstaat*, par l'auteur insensé d'une « Anthropologie völkische », Ernst Kriek – et celui-là est cité par Victor Klemperer, comme l'un des plus cruciaux et féroces parmi les idéologues nazis...

Par celui-ci également, survient la formule du *völkische Gesamtstaat* : ce sera un moment la doctrine imposée par ce Kriek, un moment devenu l'idéologue du Numéro 2 de la SS, Reinhardt Heydrich, à Heidelberg. Là où celui-ci réunit par moments un 'cercle' autour de lui. Heydrich, devenu le Chef du RSHA, le *Reichsicherheitshauptamt*, 'Office Supérieur de la Sécurité du Reich'. Lui qui effraie jusqu'à Himmler lui-même, lequel porte toujours près de soi, visant son brillant second, un dossier qui présente au sujet de l'un de ses grand-parents quelque doute concernant les preuves de sa 'pureté raciale'... Tel est l'envers du *Vollstaat* désigné par Kriek.

Et pourtant la formulation italienne se répand dans d'autres projets politiques et d'autres langues.

La « Charte du Travail » de l'Espagne franquiste, conçue à l'image de la *Carta del Lavoro* fasciste, que suivra son décalque nazi, et qui sera imitée littéralement par la « Charte du Travail » dans 'l'Etat français' de Vichy, – donc le *Fuero del Trabajo* promulgué en 1938 va s'ouvrir sur l'évocation d'un « *Estado totalitario y misionero* », de « l'Etat totalitaire et missionnaire »... Texte déclaré, dès les premières lignes, immuable et définitif, il ne pourra être modifié dans l'après-guerre que par une

minuscule coquille typographique, qui va le transformer en *Estado tocalitario...* Chaque année je réclamerai dans les librairies, jusqu'à la mort du 'Caudillo', un exemplaire de la mince brochure définissant les bienfaits du *Fuero del Trabajo* – où toujours surgira, en première page, l'immuable référence à l'*Estado tocalitario*.

Or le Journal de Klemperer saisit soudain le lien essentiel entre cette formule et les précédentes dans ce qui est devenu « *l'Axé Rome-Berlin* ».

Le 26 août 1936 nous y trouvons la notation suivante : « Quelques semaines avant le début de la contre-révolution espagnole », lui rapporte son ami Wengler, « le général San Jurjo [José Sanjurjo], mort peu après, aurait eu des discussions à l'hôtel Adlon, et il y aurait eu des officiers allemands dans les troupes marocaines de Franco ». Et « il considère la victoire ou la défaite du Front populaire espagnol comme décisive pour l'ensemble de l'Europe. »

Ainsi Klemperer dans sa solitude et la prison sans murs où l'enferme la ségrégation nazie, met à découvert ce que l'histoire de la 'Guerre d'Espagne' habituellement ne va guère souligner : le pacte entre le coup d'Etat militaire de juillet 1936 et le pouvoir hitlérien. L'hôtel Adlon, le lieu même où Hitler et Goebbels ont attendu la décision de Hindenburg, préparée par la 'combinaison' de von Papen, – c'est là que se prépare le complot désigné depuis par l'Histoire comme le coup d'Etat 'franquiste'. Mais Franco n'était que le numéro 2 du coup, l'initiateur était précisément Sanjurjo, tué aussitôt par l'effet de sa vanité : car il a insisté avec tant de vigueur sur la nécessité d'emporter à tout prix avec soi son « grand uniforme » - que ce surcroît de bagage va faire capoter l'avion, au décollage.

*

L'acuité de perception chez Klemperer du fond de son exil intérieur se manifeste également lorsqu'il note, le 9 juillet 1940 : « Et voici que les Français convoquent leur Assemblée nationale *pour modifier leur constitution dans un sens totalitaire* ». C'est nous qui soulignons. Mais c'est Klemperer qui perçoit ainsi la désastreuse transformation que subit la France – « comme un boxeur terrassé », dans les termes du discours gaullien du 2 » juin 40 à travers la déformation des termes – car il doit bien supposer que « les Français » n'ont guère été consultés durant le coup d'Etat des troupes de Weygand encerclant le Parlement, Chambre des députés et Sénat réunis, jusqu'à ce qu'ils aient voté la constitution prévue par Laval et Pétain, en vue de « *s'aligner sur les Etats totalitaires* ».

L'humour noir de l'Histoire veut que le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur Wilhelm Stuckart, celui même qui rédige les lois de Nuremberg et l'atroce 'Protocole' de la conférence de Wannsee sur la 'solution finale', va affirmer en 1943 : « Inexacte (*Unschärf*) est la désignation de notre Etat comme ... Etat totalitaire... Totalitaires sont bien plutôt les Etats libéraux de puissance (*totalitär sind meist die liberale Machtstaaten*). Exemples : l'Autriche avant l'unification ou la Roumanie sous le régime du roi Carol. » Mais il poursuit : « Le fascisme a su donner un caractère authentique et un visage positif à cette forme de l'Etat. »

La raison majeure du refus nazi du terme '*totalitär*', c'est qu'elle porte paradoxalement une résonance et une provenance clairement 'française', comme bien des mots en *är, ar* ou *er*, dans la langue allemande : *Sekretär, Bibliothekar, Apotheker...*

*

Ainsi Victor Klemperer *sait* 'mieux' que Wilhelm Stuckart la relation des mots qui soudain s'est tissée entre 'l'Etat français' de Vichy et le 'Reich allemand' de Berlin – entre lesquels s'étend une toile d'araignée de langages, qui se trouve tramée par ce terme redoutable comme un piège flottant : « l'Etat totalitaire » et ses dérivés. Il sait que 'l'Etat français' de Vichy, par les soins de Laval, est en train de réinventer à son tour un 'Etat totalitaire' en forme de micro-Etat, sans paraître savoir que le langage nazi est lui- un décalque déformé du langage mussolinien. Et en regroupant les deux 'variantes' d'un même mal sous le terme pluriel des « Etats totalitaires ».

Est-ce cet événement de langage qui fait surgir l'apparence d'une forme 'commune', dont l'après-guerre commentera les traits hideux sous le nom commun de « totalitarisme », en oubliant le moins terrible de ces deux monstres, et négligeant

le cas pitoyable de l'Etat de Vichy. Dont bien des traits sont encore insuffisamment connus.

Mais l'attention va se déplacer sur la redoutable analogie des structures de l'Etat hitlérien disparu et de l'Etat stalinien à son apogée.

Le paradoxe des situations c'est que Laval, celui même qui voulait imposer l'alignement « sur les Etats totalitaires » et le langage de la « collaboration » avec le Reich nazi, est aussi le signataire d'un accord franco-russe avec Staline en 1935.

Comment désigner cet Etat stalinien ? Issu de la prise du Palais d'hiver par Trotsky en octobre 1917 au nom du Soviet de Petrograd, assemblée élue à mains levées, qu'il a conquise par un seul discours, — puis devenu l'Etat d'un parti unique, le parti bolchévik de Lénine, quand son allié, le *parti social-révolutionnaire de gauche*, a quitté volontairement le « gouvernement des Soviets » parce qu'il ne veut pas accepter l'armistice avec l'état-major impérial allemand. Comme *parti unique* désormais, absorbant tous les pouvoirs, le parti bolchevik devenu parti communiste précède en cela l'expérience du parti fasciste et du parti nazi.

Et pourtant il refuse toujours résolument l'étiquette « totalitaire ». Au Congrès fondateur du *Kominform*, qui ressuscite en 1948 le 'Komintern', l'Internationale communiste, dissoute par Staline durant la guerre mondiale par 'égard' pour ses alliés, — le commissaire à l'idéologie, le redoutable Jdanov, grand inquisiteur de toute l'activité culturelle en Russie, va assurer que la 'démocratie soviétique' est « le contraire de l'Etat totalitaire ». Durant la rencontre de préparation des accords de Yalta, Roosevelt s'y laissera prendre, en lisant la « Constitution soviétique » : écrite en 1936 par Boukharine, deux ans avant d'être fusillé aux moments les plus terrifiants de la « Grande Purge », la « Jejevchtchina »... Toutes les institutions et les garanties inventées par les démocraties occidentales y figurent. Mais annulées par un seul article : celui qui institue de façon constitutionnelle le parti unique. Paragraphe qui annule tous les autres, puisque la liste unique efface toute possibilité de choix pour l'électeur, et remet tous les pouvoirs en dernier ressort à celui qui choisit ceux qui choisiront les candidats, pour la liste unique présentée aux élections.

Le débat d'après-guerre va donc déplacer son focus sur le paradoxal parallèle entre Etat hitlérien et Etat stalinien.

Il reste que leur genèse et leur langage suivent des routes différentes. C'est cela qui n'est pas clairement perçu par l'analyse du « totalitarisme », au sens de Hannah Arendt.

Il y a une 'famille' des « Etats totalitaires », au sens où un langage commun et des institutions communes les réunissent : culte de l'Etat, Charte du travail, 'communautés naturelles', exaltation de la « racine » raciale...

L'opposition furieuse et la haine totale, dans la similitude des polices politiques et des pratiques concentrationnaires, préparent le choc ultime entre l'Etat hitlérien et l'Etat stalinien.

Cela aussi fait l'objet d'une observation constante par Klemperer. Il reste que ses rares alliés, dans la vie quotidienne durant les années de guerre, seront souvent les communistes allemands clandestins.

Il reste que depuis le Discours à l'*Augusteo* de juin 1925 jusqu'à la conférence de Carl Schmitt à la *Langname Verein* de novembre 1932, et en passant plus tard par le *Fuero del Trabajo* de mars 1938 et par la conférence de Laval devant les « soixante sénateurs » en juillet 1940, la 'formule' de l'*Etat totalitaire* / *Etat total* a dessiné un singulier quadrangle en Europe occidentale. Où la proportion des effets meurtriers et inhumains sera pourtant inégale. Mais où les grandes rubriques sont partout les mêmes : « Révolution nationale », « Charte du travail », parti unique, insistance sur la « terre » et le « sol », en opposition affirmée à toute solidarité internationale.

Auprès des millions de victimes du Troisième Reich, survenu par l'effet de la 'formule' de « l'Etat total », auprès des centaines de milliers de fusillés de l'*Estado totalitario* franquiste, il apparaît que finalement le *Stato totalitario* italien est loin de ces déchaînements dans la cruauté. L'alignement sur « les Etats totalitaires » du futur premier ministre de Vichy, un moment destitué, puis imposé définitivement par l'occupant hitlérien, relève de la servilité et de la complicité dans le crime. La rafle du *Vel' d'Hiv*, le 16 juillet 1942, avec ses conséquences dans la déportation vers Auschwitz-Birkenau, est la véritable signature totalitaire de 'l'Etat français' de Vichy.

*

De cette griffe du totalitaire, la mesure à l'échelle de la vie quotidienne est donnée plus profondément qu'en tout autre témoignage par l'ironie aigüe et la douleur retenue du journal de Victor Klemperer.

Le 31 décembre 1941 : « Coup le plus terrible qui soit, plus terrible que la semaine de prison cet été : *l'étoile juive* depuis le 19 septembre 1941. Depuis : totalement isolé... » « Cloîtré toute la journée à la maison... »

Au totalitarisme fondateur de répression et torture répond ici le totalitaire quotidien :

10 avril 33 « On est *artfremd*, « étranger en race » avec « 25% de sang juif, si l'un des grands-parents était juif. Comme dans l'Espagne du XV^e siècle, mais à l'époque il s'agissait de religion, mais en termes 'de limpezia del sangre' (Cervantès). Aujourd'hui c'est zoologie + affaires. » Matérialisme zoologique, écrivait Trotsky.

« 30 janvier 33 ; Hitler chancelier. Ce que j'avais appelé terreur jusqu'au jour de l'élection, le dimanche 5 mars, n'était qu'un doux prélude. »

10 Janvier, mardi. « Il n'y a plus de question juive ou ouest-européenne. Qui reconnaît cette question en tant que telle ne fait que reprendre ou confirmer la fausse thèse de la NSDAP [le parti nazi] et se met à son service. »

« Janvier 1939. On ne peut se délivrer de la question juive qu'en se délivrant de ceux qui l'ont inventée. »

Le 5 février 1939 : « ... Dans son discours au Reichstag du 30 janvier, Hitler a fait encore une fois de tous ses adversaires des juifs, et a menacé d'exterminer tous les juifs d'Europe s'ils osaient 'provoquer la guerre contre l'Allemagne'. Il s'est présenté comme l'homme de la paix... »

4 septembre 1934 :

« Langue du Troisième Reich : « Au cœur de l'école idéologique se trouve une science totale du peuple et de l'Etat, fondée sur l'idée nationalsocialiste. » Revue *Volk im Werden*² citée par le Dresdener NN du 22 août 1934 (a) Retour au primitif,(b) science totale !)

Il est intéressant de noter que, dès février 1933 et septembre 1934, Klemperer perçoit l'importance d'Ernst Krieck et de sa revue *Volk im Werden*, – lui par qui va paraître en 1934, dans cette même revue, une dangereuse dénonciation de « la philosophie heideggerienne », désignée comme « nihilisme métaphysique », c'est-à-dire « ce qui auparavant parmi nous est représenté surtout par les littérateurs juifs ».

Accusation absurde, mais dangereuse, visant une philosophie qui pourtant, dans son Cours d'hiver 1933-1934, exige de « préparer l'attaque en vue de l'extermination totale » qui vise « l'ennemi intérieur », décrit comme « l'Asiatique », *das Asiatische*. Ce terme étrange et typique du langage nazi se retrouve lorsque le maréchal von Reichenau, le plus nazi des militaires allemands, adresse en octobre 1941 un ordre du jour à la VI^e Armée sur le Front de l'Est, afin qu'elle coopère avec la décision du Führer « d'en finir avec le danger juif-asiatique », *asiatisch-jüdische*... Il s'agit là d'appuyer les « exécuteurs » des *Einsatzgruppen*, ces 'groupes d'engagement' chargés par la SS du massacre des villages juifs d'Ukraine, les *shtetl*. Comment le philosophe de la 'décision résolue' a-t-il précédé d'une décennie la demande d'extermination, au moment même où il allait lui-même dénoncé par 'l'anthropologue' Krieck, recteur nouvellement promu de Heidelberg, comme une sorte masquée de *judische Literat*, de 'littérateur juif' ?

La langue totalitaire ouvre ici ses abymes.

Dans cet enchaînement des propositions de violence et de dénonciation se perçoit le langage totalitaire mis à l'œuvre, introduisant la guerre entre ceux-là mêmes qui ont adhéré à ses postulats communs. En 1945, dans sa lettre au président du Comité d'épuration, Heidegger va assurer que « des mouchards rapportaient à Krieck » les termes de ses séminaires sur Nietzsche... Et l'on peut dire que ce long séminaire, exaltant en 1940 la lutte contre « la métaphysique nihiliste » dont Krieck l'accuse en 1934, s'adresse en grande partie à Krieck lui-même, qui par mouchards

² Dès le 21 février 1934, Klemperer cite Ernst Krieck, le directeur de *Volk im Werden*, désigné par Hitler, avec Baeumler, pour une tâche précise au Dans ministère prussien de la Culture...

interposés en écoute les propositions. Dans l'interview donné au *Spiegel* en 1965 le nom même du 'mouchard' sera donné, car celui-ci se serait lui-même présenté au conférencier.

Le philosophe qui réhabilitait la « métaphysique » en 1929, le voici accusé de « nihilisme métaphysique »³ par ce même Ernst Krieck qui surgit dans le Journal de Klemperer avec un point d'exclamation entre des parenthèses : « (Krieck !!) »

Lui, Heidegger, qui dès novembre 1933 a exigé « l'extermination totale » de « l'Asiatique...intérieur » –, le voici pourtant soumis à la dénonciation et au soupçon... d'être un « ferment⁴ de destruction et décomposition », *Ferment der Auflösung und Zusetzung*. 'Ferment' ? C'est le mot même que répète Hitler du fond de son bunker durant la guerre sur le Front de l'Est, en ajoutant : « Je suis le Dr Koch du bacille de l'Histoire. »

*

D'où est venu ce vent de folie ? Ce parti de douze députés en 1929 va en gagner cent en 1930, qui envahissent le Reichstag en uniforme brun des SA, mais dont le nombre va monter jusqu'à deux cent trente en 1932. Et qui soudain disposeront d'une majorité absolue et truquée, après la prise du pouvoir et l'incendie du Reichstag. Jusqu'au moment des referendums à 90% de 'Oui' ...

Qu'est-il arrivé ? La crise économique mondiale a frappé durement l'Allemagne, mais aussi et d'abord les Etats-Unis, qui pourtant ont élu précisément ... Roosevelt. Il y eut la crise, – mais aussi une crise des langages qui a corrodé de longue date la pensée – et c'est cela qu'il ne faut pas se lasser d'aborder. Lorsque Heidegger écrit et prononce sa « Profession de foi en Hitler » et qu'il est pourtant dénoncé comme apparenté aux 'littérateurs juifs' par ce même Ernst Krieck dont Klemperer sait capter le rôle crucial dans l'idéologie nazie, c'est le délire narratif de l'Histoire qui est en jeu. C'est le 'bougé' de cette langue narrative qu'il s'agit de capter et d'observer.

Mais aussi au bord opposé de l'Histoire, Husserl déploie son immense exploration de la *Krisis*, publiée à Belgrade, et annoncée par lui en 1936 à Vienne comme « chute dans la barbarie ». Lui qui revient pourtant héroïquement à Fribourg pour y mourir.

*

Le terme de « totalitarisme » va devenir en après-guerre objet d'étude. Mais à la figure initiale où a surgi le mot 'totalitaire' comme *Stato totalitario* mussolinien dans son initiale « férocité », celle-ci va substituer sans débat la figure plus effrayante de l'Etat stalinien.

Or celui-ci subsiste et grandit, dans les terribles péripéties de la libération de l'Europe à « l'Est ». La rumeur va monter, qui décrira les formes de répression importée dans les marches nouvelles de l'Europe centrale, annexées à l'empire de Staline. A l'image débonnaire de celui-ci, assis auprès de Roosevelt sur les photos des 'Accords de Yalta', en un moment où les territoires occupés par l'Armée Rouge tombent inévitablement sous sa coupe, – voici que vont se substituer les récits des « camps de travail » soviétiques, dont les descriptions portent une ressemblance redoutable avec ce que David Rousset, survivant du camp nazi de Buchenwald, nomme fortement *l'univers concentrationnaire*. Ce mot rimait dangereusement avec l'Etat totalitaire. Et les deux termes en viennent presque à coïncider. Même si Klemperer capte le langage infernal de l'un, avant d'être conduit au train qui doit le conduire dans l'enfer de l'autre. C'est le bombardement si meurtrier de Dresde qui sauve Klemperer du train qui doit le conduire dans cet enfer.

*

En février 1941 le projet Klemperer devient celui d'un *Dictionnaire philosophique*⁵. Mais plus activement, son Journal saisit les mots jour par jour. Ainsi

³ Dans *Volk im Werden*, 1934.

lors des deux revirements énormes et successifs dans l'attitude à l'égard de la Russie, saisis dans les proclamations du Führer

Tout d'abord, le 4 septembre 1939 : « Ce qui est frappant dans les trois proclamations d'Hitler... L'ennemi ne s'appelle plus le 'bolchévisme juif', mais la 'ploutocratie juive', qui combat le gouvernement populaire allemand. » L'ironie klempererienne souligne : les gens dans la rue demandent : c'est quoi, la ploutocratie ?

Mais la versatilité du langage totalitaire monte à son sommet :

« 22 juin 1941 : « ça y est, la Russie, c'est parti ! Goebbels à la radio : trahison de la Russie, du judéo-bolchévisme... Voilà qu'on remet le disque du judéo-bolchévisme ? »

Et l'immense Histoire de la guerre mondiale se déverse dans la vie quotidienne :

« 8 juillet : *Langue*. Tout dernier mot : *Mangelware* [denrées touchées par la pénurie] ... Les Juifs ont reçu des « cartes de rationnement par foyer ». il y est expressément indiqué qu'elles ne donnent pas droit aux *Mangelware*. Elles ne permettent d'acheter que des pommes de terre. Les légumes, la salade, les citrons sont des 'denrées rares', des *Mangelware*... »

Ce mot nouveau, le 8 juillet, survenant après le 22 juin 41, date de l'offensive *Barbarossa* sur la Russie, – c'est déjà le chemin vers Birkenau-Auschwitz II.

Les mots de la LTI ont tissé ce chemin : la 'Langue du Troisième Empire'. Mais elle-même va basculer dans le vide : le 11 décembre 1941, jour fatal venu s'ajouter au 22 juin, on l'a entendue, cette Langue, vociférant contre Roosevelt en lui déclarant la guerre. Mais ce second jour, cette déclaration de guerre à Roosevelt va signifier la guerre sur les deux fronts, et d'abord l'aide technique en camions et matériel de tous ordres, déversée à travers la Mer Blanche et l'Iran. Les langages ont leur contre-partie matérielle. Et celle-ci va signifier l'écrasement du 'Troisième Empire' et de son furieux langage.

La saisie de la LTI par Klemperer est déjà un 'Dictionnaire philosophique', comme il souhaitait arriver à le faire, en mouvement perpétuel au cœur de la guerre et de la furie. Et voici, à l'article : « Blague », la devinette captée dans la cave à charbon ou dans la rue en faisant la queue :

« Qui sera sauvé, si les trois HGG tombent à l'eau ?

Réponse : L'Allemagne. »

Ainsi combat, contre le trio ridicule Hitler Göring Goebbels, le peuple allemand de la rue et de la 'cave à charbon'.

J'aimerais ajouter ici – pour réjouir à retardement l'écoute de Klemperer en vue de son Dictionnaire philosophique – une comptine des années d'annexion nazie dans l'Alsace occupée et annexée :

*Was ist ein Reich ?
Ein Führer ohne Frau
Ein Bauer ohne Sau
Ein Metzger ohne Fleisch*

Qu'est-ce qu'un Reich ?
Un Führer sans femme
Un paysan sans truie
Un boucher sans viande